



# UNE NOUVELLE RURALITÉ ÉMERGENTE

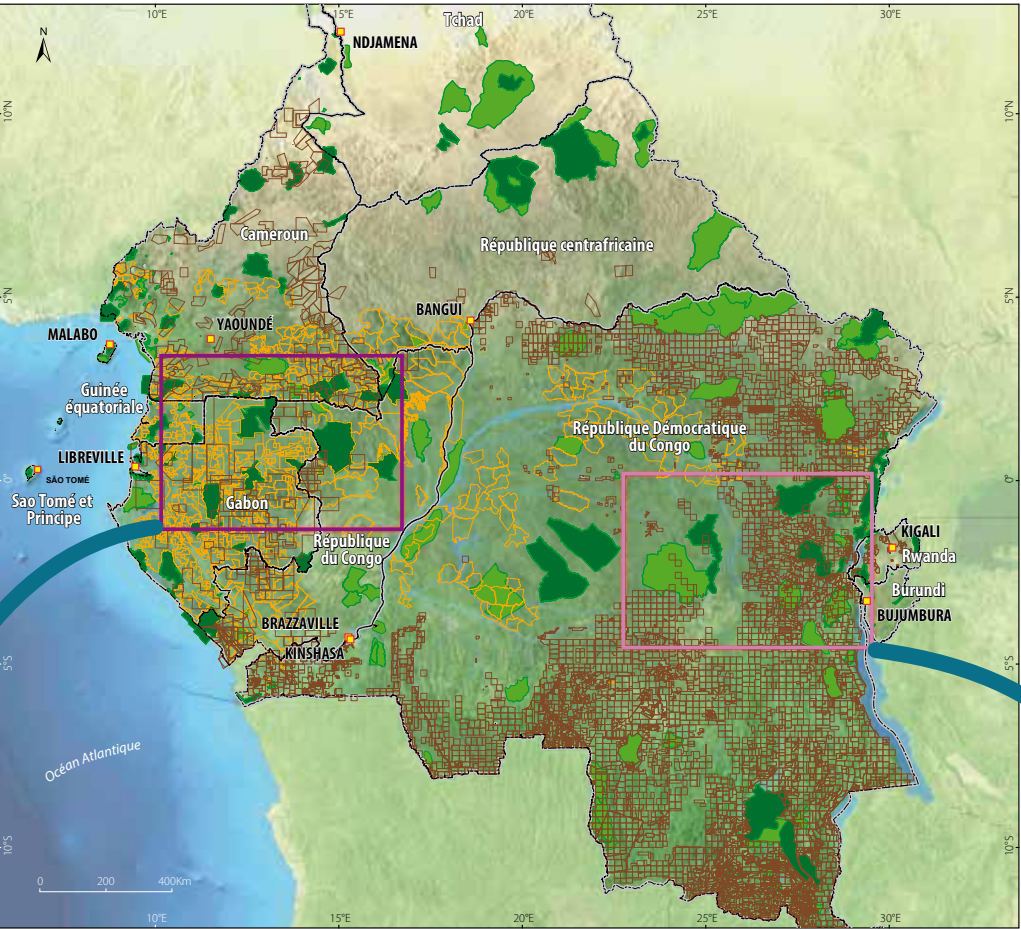
Regards croisés sur  
les transformations rurales africaines

2<sup>e</sup> édition



C36. Conflits d'affectation des terres dans le bassin du Congo

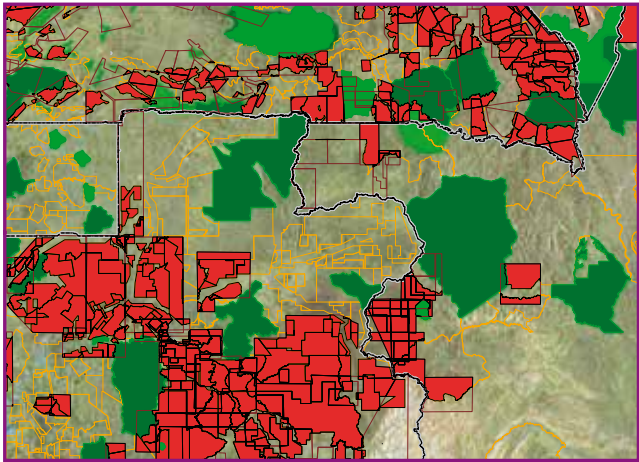
Source : Ofac 2015 (Voir encadré ci-contre)



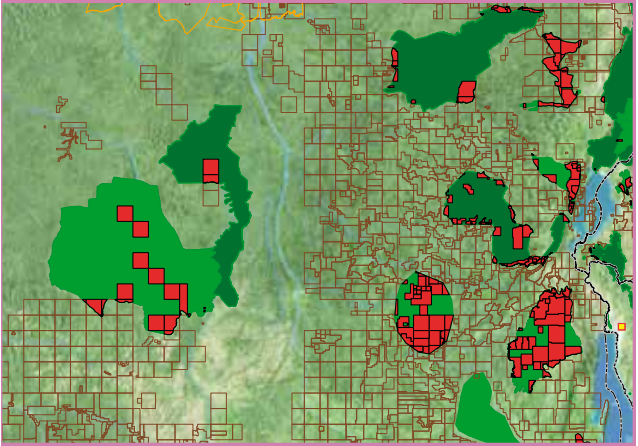
**Affectation des terres et conflits**

Capitale	Parc National
Limite nationale	Aire protégée
Titre minier	Conflit d'affectation
Concession forestière	

C37. Recouvrement entre les concessions forestières et les titres miniers



C38. Recouvrement entre les titres miniers et les aires protégées



## CONFLITS D'USAGE DES TERRES DANS LE BASSIN DU CONGO : QUELLES RÉGULATIONS ?

**Les forêts denses du bassin du Congo sont encore peu impactées par les activités humaines. Toutefois, les stratégies de développement des pays de la région risquent de modifier profondément cette situation, en multipliant les conflits d'usage. Si exploitation forestière et aires protégées étaient souvent en conflit par le passé, de nouvelles sources de tensions apparaissent avec l'expansion des secteurs minier et agro-industriel. Ces divers usages des ressources vont nécessiter une planification intersectorielle de l'affectation des terres.**

### • Un milieu rural souvent à l'écart du développement

Les forêts denses et humides d'Afrique centrale constituent le second massif forestier à l'échelle de la planète. Hormis le long de quelques axes très actifs, les principaux fronts de déforestation sont encore situés en périphérie du massif. Dans la moitié occidentale, les populations sont largement concentrées dans les villes et le long des axes de communication, et de vastes espaces forestiers restent très peu densément peuplés (Gabon, Congo, sud-est du Cameroun). Cependant en RDC, la situation socio-économique et sécuritaire a favorisé une plus grande dispersion des populations rurales jusqu'à l'intérieur des forêts, et toute une partie du Cameroun et le rift Albert sont aujourd'hui très fortement impactés par les activités humaines.

Dans un contexte général marqué par la fragilité du développement économique et l'insécurité, les populations rurales vivent essen-

tiellement de l'agriculture sur brûlis et de la chasse. La collecte du bois-énergie (bois de feu, charbon de bois) représente plus de 80 % des prélèvements ligneux. De fait, la déforestation et plus généralement la dégradation des ressources naturelles demeurent encore faibles. Cette situation pourrait profondément changer dans les années qui viennent avec la multiplication de projets industriels forestiers, agricoles et miniers.

### • Une exploitation « anarchique » des ressources naturelles

Depuis plusieurs décennies, l'exploitation forestière industrielle pour le bois d'œuvre – historiquement la seule industrie présente dans les milieux ruraux du bassin du Congo – a entraîné peu de déforestation mais une relative dégradation des forêts, en particulier par l'ouverture de pistes forestières favorisant la mise en valeur agricole. En l'absence quasi totale d'intervention des Etats, cette industrie forestière a favorisé un tissu socio-économique rural et l'apparition de petites agglomérations rurales.

Même si les autres industries exploitant les ressources naturelles restent encore modestes en raison de la situation géopolitique et du manque d'infrastructures, les projets d'exploitation minière et de plantations agricoles vont sans doute bouleverser les conditions environnementales, sociales et économiques de ces espaces ruraux. Ces nouvelles activités sont en effet consommatrices de terres et elles peuvent modifier profondément le tissu

socio-économique local. Les conflits d'affectation et d'usage des terres sont déjà de plus en plus nombreux. L'exploitation forestière s'est largement répandue depuis une vingtaine d'années dans la région, entraînant parfois des conflits d'affectation avec les aires protégées, préexistantes ou nouvelles, faute de concertation entre les différents services spécialisés de l'Etat et avec les communautés rurales. Plusieurs de ces conflits sont en voie de se régler aujourd'hui grâce à un dialogue entre les parties prenantes, avec l'appui de bailleurs de fonds engagés dans des programmes favorisant l'exploitation durable et la certification forestière, le renforcement des réseaux d'aires protégées et la gestion communautaire des ressources naturelles. Cependant, d'autres sources de conflits sont en train d'émerger, notamment avec le secteur minier, pour lequel des permis de prospection et d'exploitation sont attribués sans véritable concertation avec les autres secteurs.

### • La nécessité de politiques d'aménagement intégré des territoires ruraux

Malgré quelques efforts d'aménagement du territoire par le passé au sud du Cameroun et dans quelques provinces de la RDC, aucune politique d'aménagement durable du territoire en Afrique centrale n'a encore vu le jour, tant à l'échelle nationale que régionale. Seul le Gabon semble s'engager dans ce sens. Pourtant, les stratégies REDD\* que les Etats souhaitent développer et, plus largement, l'ambition de planifier un développement durable tenant compte des inégalités territoriales et de la pauvreté rurale nécessitent une planification intersectorielle de l'affectation et de l'usage des terres.

Avec l'expansion de l'agro-industrie et du secteur minier, les usages risquent de se superposer dans les espaces ruraux, nécessitant

l'établissement de règles de gestion claires entre les différents utilisateurs et la mise en œuvre de politiques d'aménagement du territoire. La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), qui réunit les ministres en charge des forêts de toute l'Afrique centrale, mène des réflexions à l'échelle régionale sur les ressources naturelles. Elle pourrait jouer un rôle catalyseur dans la planification intersectorielle de l'affectation des terres du bassin du Congo.

### L'OBSERVATOIRE DES FORÊTS D'AFRIQUE CENTRALE (OFAC)

*Sous l'égide de la Comifac, et avec l'appui de la coopération allemande et de l'Union européenne, l'Ofac met en place un atlas régional sur l'utilisation des terres pour dix pays d'Afrique centrale afin de les soutenir dans l'élaboration de leurs stratégies d'aménagement intégré du territoire. Cet atlas interactif permet déjà la mise en évidence de superpositions d'utilisation des terres, souvent sources de conflits potentiels. La mise à disposition de cet atlas auprès des administrations sectorielles, et la mise à jour des informations par celles-ci, en offrant aux différents acteurs une référence commune et actualisée de l'affectation des terres, favorise la transparence de l'information et une vision concertée de l'aménagement du territoire.*

[www.observatoire-comifac.net](http://www.observatoire-comifac.net)

**Charles Doumenge, Quentin Jungers, Claire Halleux, Lyna Bélanger, Paul Scholte**

\* REDD (réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière) est une initiative lancée en 2008 et coordonnée par l'ONU. Elle vise à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre induites par la dégradation, la destruction et la fragmentation des forêts. L'ajout du « + » illustre la prise en compte de l'augmentation des stocks de carbone, par exemple via des pratiques sylvicoles adaptées ou des plantations. Son principe est de rémunérer les pays en développement et émergents via des contributions provenant des pays industrialisés, que ce soit par le biais d'un marché ou par celui d'un fonds.